



Déclaration Liminaire du CTL du 13 novembre 2018

Ponts naturels, accueil sur rendez-vous, entretiens professionnels, ...

Monsieur le Président,

Nous sommes probablement réunis pour le dernier comité technique local de cette mandature ! Un constat, le dialogue social est compliqué, restreint, mal mené et non écouté !

L'administration avance à marche forcée, évolue trop rapidement, et dans le Pas-de-Calais n'a reculé sur aucun de ses projets depuis 4 ans si ce n'est face à la mobilisation des agents de l'Enregistrement de Béthune. Résultat : 9 trésoreries, 1 SIP, 2 SIE, presque 2 SPF, et bientôt réellement 4, auront fermé dans le département sans compter les nombreuses réorganisations départementales, régionales et supra-régionales !

A partir du 29 novembre, les agents du département auront entre leurs mains, la clé du dialogue social à mettre en face d'une administration qui veut liquider nos missions, nos structures, nos collègues en les privant de leurs droits et garanties.

Monsieur le Président,

Nous nous devons de revenir sur cette décision inédite prise par notre ministre : M DARMANIN a écouté les représentants du personnels... Fake news !!! Notre ministre a sauvé 'PERSONNELLEMENT' 2 trésoreries dans le Pas-de-Calais et 77 au niveau national.

Quel camouflet pour le directeur de la DDFiP du Pas-de-Calais, un CHS-CT, 2 CTL défavorables, une demande de révision préfectorale et un CTL toujours défavorable à vos projets ! Un ministre à l'écoute des élus locaux, des personnels, sauve 'PERSONNELLEMENT' les trésoreries d'Auchel et de Ardres (2 circonscriptions LREM) laissant ainsi dans la plus grande tourmente la trésorerie d'Ardres pendant au minimum 16 mois.

Monsieur le Président,

Quel est votre sentiment sur le respect du travail de vos collaborateurs, du dialogue social et sur la pertinence de vos projets ?

Concernant vos projets, souvent commandés depuis Bercy, vous nous avez indiqué, lors du dernier CTL, envisager un fort resserrement du réseau de la DDFiP du Pas-de-Calais. Les élus de **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** vous demande d'être franc sur ce sujet : où en est ce projet ? À Arras, à Paris ?, A quel point ce resserrement sera-t-il important ? En termes de structures, de missions, d'emplois ? A quelle échéance est-il planifié ?

Une réponse d'attente ne sera pas tolérée sur cette situation !

Monsieur le Président,

Le long mois d'octobre a été parsemé de messages confus sur une réforme pourtant prête et applicable dès le 1^{er} janvier 2019 : la mise en place du Prélèvement À la Source. Rien de tel pour ajouter à la cacophonie de septembre. Une belle pagaille et des embouteillages devant les centres des finances publiques, des agents sur les rotules et pas moyen de reprendre son souffle... Et à nouveau, tous sur le pont dès le 2 janvier 2019 !

Le long mois d'octobre a été l'occasion de disséminer la vision du gouvernement sur l'avenir de la Fonction Publique et de ses fonctionnaires encombrants avec, notamment, la confirmation des suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'État et du coup à la DGFIP accompagnée de la méthodologie de ces suppressions :

- ✗ recrutement sous contrat ;
- ✗ organisation de départs volontaires et pas uniquement à la retraite : vers un « nouvel horizon professionnel » et si possible vers le privé ;
- ✗ une agence de reconversion en parallèle du fonds de transformation de l'action publique ;
- ✗ l'ouverture de droits au chômage en parfait accord de « l'emploi à vie » !
- ✗ la rémunération au mérite au détriment du collectif mais auto-financé par l'agent public.

La liste pourrait continuer mais nous préférons inviter chacun à lire le rapport CAP 2022 duquel sont puisées ces funestes annonces.

Pendant ce temps, la DGFIP et son administration centrale ne reste pas dans l'expectative de cette future oraison, elle la prépare :

- ✗ recherche caissier volontaire, si possible à la banque postale ou vendeur de cigarettes (*en novembre, le mois sans tabac, c'est le mois sans numéraire?*) ;
- ✗ recherche collectivité souhaitant se libérer de l'emprise de la DGFIP ;
- ✗ comptables publics : futurs points noirs des restructurations ;
- ✗ contrôle fiscal : notre relation de confiance sera regardée sur les réseaux sociaux, *ne vous inquiétez pas, nos agents n'y ont pas accès !*
- ✗ SIE : vers le grand ménage ? On liquide tout !
- ✗ Usagers : c'est certain, la DGFIP ne veut plus vous voir surtout à ses accueil ! *Pourtant à l'échéance TF, une augmentation de 16 % de la fréquentation dans les SIP et les trésoreries.*

Monsieur le président,

Les représentants de **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** sont-ils toujours des oiseaux de mauvaise augure ? Plus le temps avance, et moins les perspectives optimistes s'affichent devant nous...

Concernant les sujets à l'ordre du jour de ce comité technique, passons les en revue rapidement avant d'en débattre sereinement tout au long de cette journée :

- ✓ rituel annuel imposé sur la diminution des congés choisis ou le non-choix des ponts naturels 2019 ;
- ✓ l'agenda partagé des collègues ou comment le Pas-de-Calais n'arrive pas à se débarrasser de ses usagers ;
- ✓ l'évaluation professionnelle, l'exigence non partagée au cœur de la carrière des agents de la DGFIP ;
- ✓ CAP ou pas CAP, 3 lettres contre notre administration, Comité Action Publique ou comment se débarrasser du Service Public, Contrôle Allégé en Partenariat ou comment externaliser nos missions ! Concernant ce dernier CAP, toutes les versions n'ont pas été présentées en CTL, n'est-il pas ?
- ✓ La DGFIP, une ouverture vers le monde du travail : un accompagnement, OUI ! Une découverte, OUI ! Une exploitation, NON !

Les élus de **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** n'appréhenderont pas les sujets du jour sous le même angle que la direction, pas forcément dans une opposition systématique mais sous un revendicatif clair :

**des missions de Service Public dans l'intérêt général,
une défense individuelle dans l'intérêt collectif !**

Monsieur le Président,

une question subsidiaire sur l'utilité que vous accordez au dialogue social dans le département : à quoi sert de présenter un sujet pour avis lorsque des notes départementales sont publiées, des affiches livrées ou encore des présentations officielles sont effectuées au moulin ?

Monsieur le Président,

A l'instar des CTL de cette mandature, les élus de **SOLIDAIRES Finances Publiques 62** vous demanderont de pouvoir aborder les questions diverses avec le temps nécessaire aux échanges !

Nous ne manquerons pas de rappeler les situations qui perdurent depuis trop longtemps dans le département.

La gestion du SIP de St Omer est toujours inadéquate à un fonctionnement optimum et serein. Ce n'est pas le plaisir de l'absence de certain qui doit contenter l'absence de réponse pérenne !

Comment attendre une réponse constructive d'une administration qui s'adresse uniquement à son personnel masculin sous cette forme :

SG
Secrétariat général
Économique et Financier

Les ministères économiques et financiers sont engagés dans une démarche en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Etes-vous prêt(e) aujourd'hui à vous engager dans des actions visant à plus d'égalité ?

	oui et vous êtes intéressé par plus d'information sur le sujet	non pas vraiment	ne sait pas
Accompagner une femme par le tutorat, dans son évolution de carrière	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Vous engager dans un club d'ambassadeurs d'hommes (consultation et association aux actions en faveur de l'égalité)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Participer à des formations ou conférences sur le thème de l'égalité femmes hommes	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

M. Roulet souhaitez-vous accompagner Mme DEGOND dans son évolution de carrière ?

M. Roulet souhaitez-vous distribuer des chocolats (Ferrero) à vos collaboratrices ?

Monsieur le Président,

Est-ce la bonne méthode d'appréhender un sujet aussi important ? L'égalité ne commence-t-elle pas par une même communication envers l'ensemble des agent.es ?

Enfin, l'équipe de médecine de prévention du département n'est toujours pas au complet et l'exigence de la présence d'un médecin de prévention à Arras demeure d'actualité au vu de la situation actuelle des agents mais aussi de l'avenir de notre administration.

Vos élus **SOLIDAIRES Finances Publiques 62**

Wilfried GLAVIEUX, Delphine FACON, Laurence MOUTIN-LUYAT,
Pascal PEIREIRA
Philippe LESTIENNE, Marine CAILLERET (expertes)

Dans 2 semaines débiteront les élections professionnelles :



Vous participerez à 5 scrutins,



CAPL, CTL, CAPN, CTR



CTM

Nous comptons sur votre participation massive au vote !